

# L'OPINION PUBLIQUE ET LES DÉCHETS NUCLÉAIRES

*Régulièrement, sondages et enquêtes d'opinion viennent conforter la thèse selon laquelle les déchets nucléaires constitueraient une des premières craintes de la population. Leurs résultats correspondent à la façon dont ce thème est traité dans les médias, souvent négative ou sur fond de controverse. L'analyse des enquêtes conduit pourtant à nuancer la situation apparemment fragile de la question des déchets nucléaires dans l'opinion publique.*

Les déchets occupent une position singulière dans l'univers du nucléaire et, plus largement, des problématiques liées à la santé et à l'environnement telles qu'elles sont perçues par l'opinion publique : de loin en loin, une enquête d'opinion vient placer la question des déchets nucléaires en tête, ou peu s'en faut, des préoccupations environnementales des Français, ou un sondage vient accréditer la thèse selon laquelle ces déchets constitueraient une des premières craintes de la population. Ces résultats d'enquête entrent en résonance avec la façon dont le thème des déchets nucléaires est traité dans les médias. L'analyse de la presse démontre en effet que la tonalité des articles dans ce domaine est au mieux neutre (exposé factuel), bien souvent négative, ou du moins se faisant l'écho de la controverse qui s'est organisée depuis quelques années. On n'y décèle que rarement des éléments de tonalité positive.

Une lecture superficielle de ces phénomènes pourrait donner le sentiment de la permanence de la présence à l'esprit d'une crainte et d'une défiance concernant les déchets nucléaires, dans une population par ailleurs majoritairement ralliée à la politique et à l'organisation de la filière nucléaire telle qu'elle fonctionne aujourd'hui. Or, à l'analyse, il est clair qu'il convient de nuancer la situation apparemment si fragile des déchets nucléaires dans le domaine de l'opinion publique.

## Un statut singulier dans l'opinion

Les déchets nucléaires ont un statut singulier dans l'opinion publique : ils occupent une situation défavorable dans un univers où le consensus favorable domine.

Quelques chiffres permettent de mieux situer les déchets dans l'univers du nucléaire. Dans une enquête internationale de mars 1999, 71 % des personnes interrogées en France déclaraient n'avoir plutôt "pas confiance" dans la gestion des déchets nucléaires, à un niveau équivalent à celui observé en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni. Cette défiance est à comparer

à la confiance majoritaire qui concerne en revanche la sécurité des centrales et des installations nucléaires (66 %). La situation singulière de la France est bien illustrée dans l'exemple de cette comparaison internationale : si la France semble bien éprouver les mêmes interrogations que ses voisins dans le domaine des déchets, elle apparaît nettement plus confiante que la plupart d'entre eux dans celui des centrales.

Quand un échantillon représentatif de la population française est interrogé sur son sentiment de préoccupation à l'égard d'un certain nombre de risques, le stockage des déchets nucléaires arrive effectivement parmi les premières craintes – la première même pour les seules craintes industrielles, 56 % se disant préoccupés (source : Baromètre Nucléaire 1999). Les déchets nucléaires sont devancés par des thèmes qui ressortissent à d'autres domaines : accidents de la route (67 %), sida (64 %) ou délinquance (62 %). Les craintes liées au stockage des déchets nucléaires se situent au même niveau que les risques alimentaires (55 %), devant le stockage des déchets chimiques (52 %), le transport des matières dangereuses (50 %), plus largement devant la vache folle (41 %) et l'amiante (40 %) et, on le notera, bien avant les autres installations nucléaires (31 %).

La différence entre le domaine des déchets et celui des centrales est d'ailleurs frappante à plus d'un titre. Pour schématiser la structure des opinions qui touchent ces deux secteurs du nucléaire, on dira que les premiers suscitent de la crainte et les secondes une relative confiance. L'opinion ne prête certes pas que des avantages aux centrales, mais tout au moins leur reconnaît-on des bénéfices forts en termes économiques, en ce qui concerne l'indépendance énergétique de la France, et même (symboliquement) en ce qu'elles marquent un certain statut de grande puissance dans le monde. Pour ce qui est des déchets et de leur gestion, les Français peinent à leur prêter le moindre intérêt. Les centrales, enfin, ont su patiemment parcourir le chemin de la conquête de l'opinion au cours des dernières décennies ; les déchets ne sont

qu'au début d'un parcours jusqu'ici manifestement parsemé d'embûches.

En effet, pour que se structure l'opinion, il faut qu'il y ait débat sur le thème, il faut que les questions se posent. La problématique des déchets émerge dans la courte histoire du nucléaire bien après celle des centrales et de la production d'électricité. À la question "Faut-il trouver en France un site de stockage pour nos déchets radioactifs ?" moins de 50 % de la population répond positivement au milieu des années 80, contre 65 % à 77 % au cours des années 90. Entre ces deux périodes, le débat s'est structuré, les Français ont pris plus largement conscience de l'intérêt des sites de stockage parce qu'ils ont en premier lieu appris qu'il existait des déchets nucléaires.

Mais si une majorité convient qu'il faut trouver un site de stockage (puisque il existe des déchets), la question de l'emplacement de celui-ci reste problématique (tant que les choix ne sont pas effectués). Et, au palmarès des installations auprès desquelles on craindrait d'habiter, ce type de site arrive souvent en tête, loin devant les centrales nucléaires notamment.

## Méthodes de recueil, effet de la mesure

Quelles que soient les questions posées sur les déchets nucléaires, celles-ci aboutissent, semble-t-il, à une réaction négative. Et le lecteur peu attentif des sondages pourrait tirer de ces résultats le sentiment qu'il existe un "problème des déchets nucléaires" dans l'opinion publique, croire que la population vit en permanence avec la crainte de ce problème. Or, il n'en est rien et – ce point est essentiel – ce qui apparaît comme un des risques industriels les plus craints quand il est cité dans une question est de façon remarquable extrêmement peu présent au quotidien dans l'esprit des personnes interrogées.

Ainsi quand on demande à un échantillon représentatif de la population d'énoncer de façon tout à fait spontanée quels sont les problèmes qui les préoccupent en matière d'en-

vironnement, les déchets nucléaires n'apparaissent que très marginalement (de 1 à 3 %), loin derrière la pollution de l'air, de l'eau, les marées noires, les problèmes alimentaires... également bien après les déchets ménagers. Et le même exercice spontané répété au sujet des activités nucléaires montre un univers des déchets très nettement en retrait dans les citations, derrière les centrales ou les activités militaires.

Ce décalage observé entre les méthodes d'enquête s'explique : les déchets nucléaires sont en fait, on l'a dit, peu présents à l'esprit de la population. De multiples raisons font que les centrales et la production d'électricité, notamment, sont plus ancrées dans l'opinion : implantation géographique, visibilité, place dans l'histoire du nucléaire, importance économique, information sur le thème, caractère spectaculaire des accidents dans une installation. Il en va de même pour d'autres raisons en ce qui concerne le nucléaire militaire.

Néanmoins, si l'on pose des questions d'opinion en citant les types d'installation, interviennent une sémantique et une symbolique particulières fondées sur une addition simple : "déchets" + "nucléaires", soit deux termes de connotation négative accolés. Les déchets, qui pour l'opinion sont synonymes de mort, de putréfaction, d'inutilité aussi ; le nucléaire et les inquiétudes qui lui sont associées. Quand le nucléaire devient "inutile" (ce qui est clairement le cas des déchets pour le public), sa puissance négative et les craintes qu'il suscite en ressortent renforcées. Les déchets s'opposent symboliquement aux centrales qui comportent une part symbolique de vie, par l'énergie produite. Poser des questions directes sur les déchets nucléaires produit donc mécaniquement une large proportion d'opinions négatives, ce qui ne doit pas dissuader de le faire puisqu'on mesurera alors l'évolution des réactions, sur le long terme ou en fonction d'événements spécifiques.

### De la controverse à la mobilisation

Une des clefs de compréhension de la problématique des déchets au regard de l'opinion publique réside peut-être dans la phase de

recherche et de construction de sites où l'on se trouve aujourd'hui. On connaît en effet la position très tranchée de la population à l'égard d'autres domaines, comme les centrales nucléaires par exemple : une grande majorité des Français (environ 70 %), exprime d'année en année l'opinion selon laquelle "il ne faut pas construire de nouvelles centrales, mais faire fonctionner celles qui existent" ; tenants d'une position plus radicale, près de 20 % de la population opteraient pour l'arrêt de toutes les centrales nucléaires, tandis que seuls 10 % envisagent de façon positive la construction de nouvelles centrales.

L'arrêt effectif de la construction de nouvelles centrales répond donc à l'attente très majoritaire d'un *statu quo* en ce domaine, et l'on comprend dès lors que la contestation antinucléaire désinvestisse au moins partiellement cet objet presque traditionnel de mobilisation politique et sociale. Celle-ci tire désormais un bénéfice plus évident dans l'appropriation politique d'activités nouvelles (laboratoires, sites d'**entreposage** ou de **stockage**). Dans ces domaines, il semble peut-être plus aisé de peser sur les choix.

C'est ainsi que le débat s'est progressivement approprié le thème des déchets, sur le mode de la controverse, influant en même temps sur l'opinion publique.

### Vers un débat dépassionné

On se trouve sans doute aujourd'hui dans une situation *intermédiaire*. Les déchets (et les activités qui leur sont liées) suscitent certaines réactions de méfiance. Pour autant, ils ne semblent guère présents dans la hiérarchie spontanée des risques industriels que les Français ont à l'esprit. Toute la question est de savoir si par l'information, la communication et la concertation, il est possible d'apaiser les termes de ce débat et par suite d'améliorer l'image des déchets dans le public. Ou si, à l'instar des centrales nucléaires, le temps seul fera son œuvre, transformant peu à peu ces sites aujourd'hui jugés sensibles en des installations "comme les autres".

**Patrick Klein**

Directeur général adjoint  
*Ipsos Opinion*